

# LE GÂCHIS ET L'IMPASSE

Les légalistes de Madrid et les indépendantistes de Barcelone campent sur leurs positions après le référendum d'indépendance de la Catalogne. Aux premiers, le soutien prudent des Européens, aux seconds le bénéfice de la victimisation. A quand le dialogue ?

PAR GÉRALD PAPY

**A**u soir d'une journée dont les spectateurs du monde entier ont retenu les violences policières contre les votants du référendum d'indépendance de la Catalogne, le FC Barcelone de Lionel Messi a affronté l'équipe de Las Palmas dans un stade du Camp Nou sinistrement vide, climat de tensions oblige. L'agitation extrasportive n'a pas empêché les Blaugrana de défaire leurs adversaires des Canaries par un confortable 3-0. C'est sur un autre terrain que la résistance des joueurs de Las Palmas a été davantage remarquée : leur traditionnel maillot jaune était flanqué d'un discret drapeau de l'Espagne accolé à la date devenue emblématique du 01-10-2017, signe de leur fidélité à la Constitution espagnole et de leur opposition au

démembrement du pays. Dans une couverture audiovisuelle où le gouvernement de Madrid est, d'autant plus depuis dimanche dernier, affublé du costume du méchant et l'exécutif catalan de l'image de la douce colombe, l'anecdote rappelle qu'à la légitimité démocratique des Catalans s'oppose celle d'une majorité d'Espagnols qui refusent que le pays perde une de ces régions autonomes et... le Barça. Le président du club Josep Maria Bartomeu a été bien en peine, mardi 3 octobre, de préciser l'avenir du joyau sportif catalan en cas de sécession.

## La fort active diplomatie espagnole

Pas étonnant que l'Espagne reste un des cinq pays de l'Union européenne à ne pas avoir reconnu l'indépendance du Kosovo proclamée en 2008 et à laquelle l'Union des associations européennes →



*La violence de la répression de la police espagnole lors du référendum du 1<sup>er</sup> octobre a dopé le crédit des indépendantistes catalans.*

EMILIO MORENATTI/ISOPIX



→ de football (UEFA) a donné huit ans plus tard une forme de caution en l'acceptant comme membre de ce cénacle à forte visibilité. La crainte de la contagion du séparatisme, voilà un puissant carburant des Etats mosaïques. C'est elle qui mobilise aujourd'hui la Turquie et l'Iran, à coup de représailles économiques douloureuses, contre le désir d'indépendance des Kurdes d'Irak. Elle aussi qui explique l'extrême prudence des leaders des Etats européens et des dirigeants de l'Union depuis la tenue du référendum. « Il y a toujours la peur d'un effet domino, d'une ouverture de la boîte de Pandore des

Parce qu'il est rompu, lui-même, aux manœuvres d'un mouvement nationaliste ou malgré cela, le Premier ministre belge Charles Michel a été le premier des responsables européens à critiquer la répression par la police espagnole des participants au référendum. Pour le coup, il a anticipé la réaction de la Commission européenne qui a rejeté la violence comme « instrument politique ». C'est à la fois le minimum – moral – et le maximum – politique – qu'elle pouvait s'autoriser, selon le sacro-saint principe du respect de l'Etat de droit et des frontières des Etats-nations. La Commission

## Le contre-exemple québécois

Pour mieux comprendre encore l'impasse actuelle entre Madrid et Barcelone, Nicolas Schmitt, chercheur à l'Institut du fédéralisme de l'université de Fribourg (*lire aussi page 61*), cite le cas québécois comme contre-exemple salutaire au légalisme obsessionnel de Mariano Rajoy. « Le Canada a très bien su gérer la crise du Québec en prenant la mesure du problème et en autorisant un référendum d'indépendance pour autant que la question posée soit claire et que le résultat requis soit d'au moins 55 % de « oui » pour éviter une bipartition du pays, décrypte le spécialiste. Depuis, il me semble qu'on n'entend plus beaucoup parler du séparatisme québécois. La solution aurait pu être adoptée par Mariano Rajoy avec une quasi-certitude que la Catalogne aurait refusé l'indépendance. Car aucune région n'a intérêt à une sécession en tant que telle. Bien considérée et heureuse, une région est mieux dans son pays. »

En attendant, les indépendantistes peuvent considérer avoir engrangé des munitions supplémentaires pour leur combat. Le président de la Generalitat Carles Puigdemont l'a bien compris, lui qui a réclamé une médiation internationale, inacceptable en l'état par Madrid. Cet appel suggère que le processus d'indépendance ne sera pas enclenché rapidement. Celui-ci requiert une déclaration du parlement régional et l'entrée en application de la « loi de transition juridique et fondatrice de la République catalane » votée le 6 septembre dernier. Elle prévoit notamment le contrôle des frontières de la région, la mise en place d'un pouvoir judiciaire propre ou encore le transfert des biens de l'Etat. Autant de sujets de confrontation avec Madrid. Bref, les indépendantistes, aussi, ont intérêt à privilégier une voie négociée, d'autant que le référendum ne s'est pas soldé par un triomphe : 90 % de votes favorables, certes, mais 42 % de participation seulement et une régularité mise en cause. ♦



YVES HERMAN/REUTERS

Les indépendantistes catalans brandissent la légitimité des urnes (ici lors de la manifestation du 3 octobre). Mais les unionistes espagnols défendent la légalité de la Constitution.

nationalismes régionaux, analyse Vincent Laborderie, chercheur en sciences politiques de l'UCL (*lire aussi page 60*). De nombreux Etats européens connaissent ce genre de mouvements, même s'ils n'ont pas la même force ni la même radicalité qu'en Catalogne. Mais au-delà de cette crainte, il faut voir dans ce mutisme le résultat de l'action de la diplomatie espagnole. Celle-ci a sensibilisé très en amont les dirigeants européens sur cette question et s'est assuré qu'il n'y ait que très peu de soutiens étrangers. »

a donc appelé au dialogue et soutenu le gouvernement de Madrid, exprimant la confiance qu'elle portait au « leadership de Mariano Rajoy » pour trouver une solution négociée à la crise. Cette confiance est-elle bien placée ? On peut en douter à observer l'autisme dans lequel le Premier ministre espagnol semble se murer malgré sa fragilisation, en dépit de la gravité des incidents liés au référendum et de l'approfondissement du gouffre ainsi creusé entre les Catalans et une majorité d'Espagnols.